

Merci à anonyme
pour le partage sur le site
devenez-fonctionnaire.fr

À compléter par le candidat

Rabattre le cache qu'en présence d'un membre de la commission de surveillance

Courcours externe - interne - professionnel - ou examen professionnel ⁽¹⁾

Rayer les mentions inutiles

Pour l'emploi de : Contrôleur externe FIP 2^{ème} classe

Preuve n° : 1

Matière : Question et/ou cas pratique

Date : 16/01/2023

Nombre d'intercalaires supplémentaires : 0

À L'ATTENTION DU CANDIDAT

En dehors de la zone d'identification rabattable, les copies doivent être
totalement anonymes et ne comporter aucun élément d'identification tel
que nom, prénom, signature, paraphe, localisation, initiale, numéro, ou toute
autre indication même fictive étrangère au traitement du sujet.

Il est demandé aux candidats d'écrire et de souligner si nécessaire au
stylo bille, plume ou feutre, de couleur noire ou bleue uniquement.
Toute autre couleur pourrait être considérée comme un signe distinctif par le
jury, auquel cas la note de zéro serait attribuée. De même, l'utilisation
du crayon surligneur est interdite.

Les étiquettes d'identification codes à barres, destinées à permettre à
l'administration d'identifier votre copie, ne doivent être détachées et collées
dans les deux cadres prévus à cet effet qu'en présence d'un membre de la
commission de surveillance.

NOTE / 20
13,50

Question 1:

Durant la crise sanitaire, l'Etat a mis en place un dispositif de garanties à hauteur de 300 Milliards d'euros pour soutenir le financement bancaire des entreprises. Ce dispositif est le prêt garanti par l'Etat (PGE). Il a été adapté à différentes situations. ~~Nous~~ Le PGE introduit dans le cadre de la crise sanitaire covid-19 se distingue du PGE

résilience mais le système de fonctionnement est similaire.

Le PGE introduit durant la crise sanitaire covid-19 est une avance de trésorerie sous forme de prêt pour faire face au choc économique et soutenir le financement des entreprises dans le cadre de leur survie.

Le PGE résilience a pour but de soutenir les entreprises affectées économiquement par la guerre en Ukraine.

Leur mode de fonctionnement est similaire. Ils peuvent être souscrits auprès de leurs établissements bancaires pour une durée maximale de 6 ans. Les banques se sont engagées à distribuer les PGE. Ils sont accordés en fonction de la situation financière de l'entreprise et son besoin de financement. Le taux de remboursement est compris entre 1 et 2,5% en fonction de la date d'échéance de remboursement. La garantie de l'Etat permet de couvrir un pourcentage du montant du capital jusqu'à échéance à hauteur de 70% à 90% en fonction des entreprises. Ces prêts ne doivent pas dépasser différents seuils. Le PGE crise sanitaire permet d'obtenir un prêt à hauteur de 25% du CA et le PGE résilience permet de couvrir en plus 15% du chiffre d'affaire (CA).

Question 2 :

Le PGE n'a pas de notion d'exigibilité sur la forme juridique, la taille ou le secteur d'activité de l'entreprise. Il est accordé en fonction de la situation financière de l'entreprise, être impacté par la crise covid ou la guerre en Ukraine. Les bénéficiaires concernent sont toutes les entreprises et les professionnels à l'exception des sociétés de financement et des établissements de crédit. Un arrêté du 06/05/2020 du ministère de l'économie et des finances a élargi les bénéficiaires à certaines sociétés civiles immobilières, aux entreprises en difficulté (sauvegarde, redressement judiciaire) ou aux jeunes entreprises innovantes (PGE Soutien innovation).

Les plus grandes entreprises ne respectant pas leurs obligations en matière de délai de paiement ne peuvent pas demander un PGE.

Pour demander un PGE, il faut distinguer 2 types d'entreprises :

— Les entreprises ayant ^{au} moins de 500 salariés ou un CA supérieur à 1,5 milliards d'euros en France :

il convient d'effectuer la demande auprès de son partenaire bancaire et d'obtenir un pré-acord de la banque. Ensuite la demande est transmise par mail à garantie.etat.grandesentreprises@tr.ee.fr.

Le dossier est ensuite instruit pour l'état par la Direction générale du Trésor.

— Les entreprises ayant moins de 500 salariés et réalisant un chiffre d'affaire inférieur à 1,5 milliards d'euros en France :

il convient de faire une demande auprès de sa banque, qui analyse la situation et donne son pré-acord en fonction. Ensuite, l'entreprise utilise la plateforme attestation-pge.economie.fr pour obtenir un identifiant qu'elle fournit à sa banque avec son SIREN, le montant du prêt et le nom de l'agence bancaire. La banque

accorde le prêt sur confirmation du numéro unique.
Le PGE résilié peut être demandé entre le 08/04/2022 et le 30/06/2022 (possibilité de prolongation jusqu'au 31/12/2022).

Question 3 :

Selon Terra Nova, le PGE a été instauré dans l'urgence et pourrait avoir des conséquences graves sur les entreprises mais aussi les finances publiques. Tout d'abord, nous verrons comment les entreprises ont utilisé le PGE ainsi que les risques de ce dispositif sur toutes les parties prenantes.

En 2021, une enquête a été effectuée auprès des entreprises concernant l'utilisation du PGE. Sur 61% des entreprises ayant répondu à l'enquête, 60% n'ont utilisé qu'une minorité du prêt et 28% l'ont utilisé en quasi-totalité. Les délais de remboursement du PGE s'allongent progressivement. En effet, de moins en moins de dirigeants comptent rembourser intégralement leur prêt. En septembre 2021 seul 11% comptent le faire contre 16% en mai dernier. 5% des dirigeants n'ont même pas pu rembourser leur prêt.

Le PGE a permis le survie des défaillances en France mais cela a endetté davantage les entreprises et pourrait entraîner de graves conséquences pour les parties prenantes (entreprises, banques, finances publiques).

Au niveau des entreprises, le PGE a accentué l'endettement de celles-ci ce qui dégrade leurs situations financières et notamment leur ratio d'endettement.

Elles pourraient être privées de marge de manœuvre, pour moins investir et être confrontées à un rationnement des offres de crédit par les banques.

Au niveau des finances publiques, le coût net du PGE dépend du montant des garanties qui seront appelées et du

Total des commissions de garanties perçues. Le coût dépend donc du nombre d'entreprises qui feront défaut. Le coût va aussi dépendre de la dégradation de la situation des entreprises mais aussi du positionnement des banques en matière d'accord de crédit. Le ~~gouvernement~~ a

Téléchargement sur
www.devenez-fonctionnaire.fr
Site d'entraide et de partage
entièrement GRATUIT